



MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique :

**Groupement de commandes
Chambre de commerce et d'Industrie de Vaucluse
(CCI)
Quai des Saveurs (QDS)
Académie Vaucluse Provence Industries (AVPI)**

MARCHÉ DE MAINTENANCE-EXPLOITATION DES BÂTIMENTS

Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC N° 2025-110-004

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Mardi 3 juin 2025 à 12 : 00 heures

SOMMAIRE

Article 1 - Identification de l'Acheteur	3
Article 2 - Objet de la consultation.....	3
2-1-Objet du marché	3
2-2-Procédure de passation.....	3
2-3-Forme du marché	3
Article 3 - Conditions de la consultation	4
3-1-Décomposition du marché.....	4
3-2-Durée du marché - Délai d'exécution	4
3-3-Modalités de financement et de paiement.....	4
3-5-Délai de validité des propositions	4
3-6-Variantes	5
3-7-Autres dispositions	5
Article 4 - Dossier de consultation	5
4-1-Contenu du dossier de consultation	5
4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	5
4-3-Modification de détail au dossier de consultation.....	5
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être portées à la connaissance des candidats au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de remise des offres.	5
Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.....	5
Article 5 - Présentation des propositions.....	6
5-1-Documents à produire	6
5-2-Documents à produire dans le cadre de l'offre	7
5-3-Langue de rédaction des propositions	8
5-4-Unité monétaire	8
5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
5-6-Négociation.....	10
Article 6 - Jugement des propositions	10
6-1-Critères de jugement des offres	10
6-3- Offres anormalement basses	12
Article 7 – Document à fournir par l'attributaire	12
Article 8 - Renseignements complémentaires.....	12
8-1- Demandes de renseignements	12
8-2- Visite sur site obligatoire	13

Article 1 - Identification de l'Acheteur

Le groupement de commandes est constitué entre :

- **La CCIT 84 / Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse**, sise 46 Cours Jean Jaurès 84000 Avignon dont le représentant est Monsieur le Président.

- **La SASU Quai des Saveurs** sise 46 Cours Jean Jaurès 84000 AVIGNON dont le représentant est Monsieur le Président.

- **La SASU AVPI / Académie Vaucluse Provence Industries** sise 46 Cours Jean Jaurès 84000 AVIGNON dont le représentant est Monsieur le Président.

Le coordinateur désigné du groupement de commandes est la CCIT Vaucluse qui gère l'ensemble de la procédure jusqu'à l'information des candidats sur les résultats de la mise en concurrence.

Le pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, assure ensuite la signature de chaque marché, leur notification, l'exécution et le règlement financier.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-61 du Code de la Commande Publique (*nantissements ou cessions de créances*) est le Président de la CCIT 84 ou son représentant.

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

Le marché concerne les prestations de conduite, d'entretien et de garantie totale des installations techniques définies au périmètre du marché, qui prévoit la réalisation simultanée de plusieurs objectifs et prestations :

- Le maintien des locaux dans des conditions de confort définies, incluant la surveillance, le réglage, le contrôle, l'entretien courant, la conduite, le maintien en bon état de fonctionnement du matériel nécessaire au fonctionnement des installations de chauffage, de climatisation et de ventilation (P2) ;
- Les travaux de gros entretien, de réparations, de remplacement et de renouvellement des matériels (P3) ;

Nomenclature CPV :

- Objet principal :
 - 50721000-5 Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage ;
- Objets complémentaires :
 - 50531100-7 Services de réparation et d'entretien de chaudières ;
 - 71700000-5 Services de surveillance et de contrôle.

2-2-Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2-3-Forme du marché

La consultation est relative à un marché public de fournitures courantes et de services.
Le marché est un marché d'exploitation maintenance

2-3-1- Forme du prix

- Prix global et forfaitaire.

Article 3 - Conditions de la consultation

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens des articles R2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique compte tenu de la nature unique des prestations.

3-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-1-4- Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

3-2-Durée du marché - Délai d'exécution

Le présent marché est établi pour une durée de 5 ans. Il prendra effet à compter de sa date de notification.

3-3-Modalités de financement et de paiement

- Le règlement des dépenses se fera virement bancaire.
- Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.
- Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.
- Les crédits nécessaires au financement de l'opération sont inscrits dans les comptes des membres du groupement.
- Financement sur fonds propres. Les crédits nécessaires au financement de l'opération sont inscrits dans les comptes des membres du groupement.
- Financement sur fonds propres.
- Taux de l'avance si les conditions sont remplies : 5 %.
- L'exécution du présent marché est financée exclusivement sur ses fonds propres de l'acheteur.
- Les modalités de règlement sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières du présent marché et s'exécutent conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique.
- Les sommes dues au titulaire du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par l'acheteur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur.

Dans le cas d'un groupement momentané d'opérateurs économiques, le mandataire sera obligatoirement solidaire du groupement.

Les candidats peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

Il est précisé que par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (acte(s) d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.

3-6-Variantes

3-6-1-Variantes autorisées

Les variantes par rapport à l'objet de l'appel d'offre et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

3-6-2-Variantes exigées

Sans objet.

3-7-Autres dispositions

Sans objet.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le Règlement de la Consultation (RC),
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes : DPGF à compléter
- Le cahier des Clauses particulières (CCAP)
- Le cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) et ses annexes

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées via la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation s'il télécharge le dossier sans s'identifier, ou bien en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

Les opérateurs économiques doivent utiliser la plateforme de dématérialisation des marchés publics **<https://www.marches-publics.gouv.fr>** pour obtenir les documents de la consultation.

En application des articles R2132-2 et R2132-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur n'est pas autorisé à transmettre aux candidats de dossier de consultation sur support papier.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être portées à la connaissance des candidats au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction

de cette nouvelle date.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes. Les documents ci-après devront être remis par les candidats afin de justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières à prendre en charge les prestations objets de la présente consultation.

➤ Situation propre des opérateurs économiques :

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : les renseignements permettant d'évaluer les conditions d'accès à la commande publique :

- Lettre de candidature (établie selon DC1 imprimé dernière version 01/04/2019) ;

Pour chaque opérateur économique qu'il se présente seul ou comme membre du groupement :

- Déclaration du candidat (établie selon DC2 imprimé dernière version 21/11/2023) ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'entreprise. Il s'agit par exemple du K-bis de l'entreprise et d'une délégation de pouvoir si la personne qui signe le marché n'est pas le dirigeant de l'entreprise indiqué sur l'extrait K-bis ;

➤ Capacités économiques et financières :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2) ;
- La preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents au regard des prestations du marché (responsabilité, civile, professionnelle) ;

➤ Capacités techniques et professionnelles :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Certificats de qualifications professionnelles. Dans le cas où le candidat ne peut produire les certificats de qualification ci-dessous, il pourra apporter la preuve de sa qualification professionnelle par un équivalent de même niveau : certificats-attestations professionnels (compris ceux fournis par les états de l'UE) ou notamment des certificats de capacité délivrés par des Maîtres d'Ouvrages, de moins de 3 ans, attestant de la compétence de l'entreprise (précisant impérativement l'objet des prestations montant, durée...).

Les qualifications attendues sont les suivantes :

- QUALIBAT 5262 - Maintenance d'installation de chauffage avec chaudière dans tout type de bâtiment supérieur à 1.000 m² ;
- QUALIBAT 5264 - Maintenance d'installation de pompe à chaleur et groupe froid dans tout type de bâtiment supérieur à 1.000 m² ;

Pour justifier des capacités juridiques, financières et techniques d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur ci-dessus (hors DC1). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur public se réserve la possibilité de réclamer aux candidats dont les pièces ou informations relevant de la candidature, sont absentes ou incomplètes, de fournir les justificatifs manquants ou incomplets dans un délai approprié et identique pour tous, à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Dans cet objectif, la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>, qui permet de télécharger les dossiers de consultation et de remettre des offres par voie électronique, dispose dorénavant d'un espace numérique de stockage sécurisé intitulé « coffre-fort électronique ». Cet espace est ouvert aux entreprises et permet à ces dernières d'y déposer les pièces relatives à leurs candidatures.

Conformément à l'article R.2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Le candidat devra alors indiquer, les références de la consultation au titre de laquelle ont été transmises ces pièces.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements relatifs à sa capacité.

Présentation de candidature sous forme de DUME

En application de l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en langue française.

Le document unique de marché européen (DUME) n'est pas fourni dans le dossier de consultation. Il peut être renseigné directement dans sa version électronique en utilisant le service DUME accessible avec le lien suivant : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr> ou être téléchargé à l'adresse suivante :

<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1496910482701&uri=CELEX%3A32016R0007>.

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés à l'article 5.1 ci-dessus.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

5-2-Documents à produire dans le cadre de l'offre

Un projet de marché comprenant les pièces suivantes à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché :

- **L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes** : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du marché.

- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F)

Il est recommandé aux candidats de transmettre l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par le représentant légal ou une personne dûment habilitée ou mandatée dès la remise des plis (les pouvoirs ou habilitations éventuelles doivent être jointes). En cas de groupement d'entreprises, l'offre devra être signée par tous les cotraitants, ou par le mandataire dûment habilité (les habilitations doivent être jointes).

L'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe 2 du cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

Lorsque certains éléments de l'offre sont peu clairs ou incertains, l'acheteur a la possibilité de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre.

➤ **Le mémoire justificatif** comprenant les éléments suivants :

- Attestation de visite obligatoire des sites

Une visite des sites est obligatoire cf : article 8.2 du règlement de consultation

- Le mémoire technique joint du candidat, limité à 50 pages maximum (hors annexe et CV).

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il est porté à la connaissance des candidats que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire usage des dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la Commande Publique et peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Remise des plis par voie électronique uniquement :

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur impose la transmission des candidatures et offres des candidats par voie électronique à l'adresse suivante : **<https://www.marches-publics.gouv.fr>** et dans les conditions techniques et procédurales figurant ci-dessous :

Prérequis : s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plate-forme **<https://www.marches-publics.gouv.fr>**

Compte entreprise obligatoire : en cas de réponse, les candidats devront s'inscrire sur cette même plateforme. (Renseignements demandés : SIRET, adresse, téléphone et, une adresse électronique (courriel) permettant de façon certaine une correspondance électronique). Ce compte servira pour toutes les phases d'échanges avec les candidats et l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Les candidatures et offres doivent parvenir sous la forme d'un fichier comportant l'ensemble des documents requis.

Formats :

Pour les documents exigés par l'Acheteur, les formats autorisés en réponse sont : PDF à l'exclusion du DPGF qui doit être retourné en format XLS (Excel Open Office).

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'Acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI ...).

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.

Les candidatures et offres doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil.

Chaque document exigé signé devra faire l'objet d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique garantissant l'identité du candidat doit être conforme, d'une part, au référentiel inter-sectoriel de sécurité, et d'autre part référencé sur la liste établie par le Ministre chargé de la réforme de l'Etat, laquelle est publiée sous forme électronique à l'adresse suivante : <http://references.modernisation.gouv.fr/securite> puis section « La liste des offres référencées »

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli remis par voie électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 14 décembre 2009 pris en application des articles R.2132-11 du Code de la Commande Publique.

Cette copie de sauvegarde pourra être transmise sur support physique électronique placé sous pli scellé portant la mention "copie de sauvegarde-ne pas ouvrir" ainsi que l'objet du marché, et devra parvenir dans les délais impartis pour la remise des plis à l'adresse indiquée ci-dessus.

Ils devront parvenir à l'OPH de CANNES avant la date et l'heure indiquées en page de garde du présent document.

En cas de détection d'un programme informatique malveillant dans une offre, celle-ci sera détruite, et ne sera pas analysée. Le candidat en sera informé.

Si le candidat a remis une copie de sauvegarde, sur support physique électronique remise dans les délais, celle-ci sera ouverte et analysée. Si la copie de sauvegarde contient aussi un programme informatique malveillant, celle-ci sera aussi détruite et le candidat en sera informé.

En fin de procédure, le pouvoir adjudicateur transformera l'offre électronique du candidat retenu, en offre papier, ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché.

Signature : La signature électronique n'est pas exigée. Le marché sera, in fine, signé avec l'Attributaire sous forme manuscrite.

Si vous souhaitez néanmoins que les documents déposés par voie électronique soient signés électroniquement alors il conviendrait de remplacer la section « Signature » ci-avant par la section suivante.

Signature : Les documents doivent, s'ils sont remis sous forme électronique, être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et au règlement n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques eIDAS.

Catégories de certificats admises

Les Opérateurs Économiques peuvent indifféremment utiliser un certificat issu d'une catégorie de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS (cas 1 et 2) ou équivalent (cas 3), alors le niveau minimum de sécurité exigé par l'Acheteur est le niveau RGS**.

Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PAdES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CAdES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XAdES (que la signature soit attachée ou séparée).

Logiciels d'apposition de la signature électronique

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix

Vérification de la signature électronique

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (i.e. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'arrêté du 12 avril 2018

Assistance : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : 04 92 90 93 27

5-6-Négociation

Le marché sera attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres anormalement basses, inacceptables, irrégulières ou inappropriées seront éliminées. Des demandes d'éclaircissement d'une offre incohérente ou ambiguë sans qu'elle soit irrégulière, pourront être faites par la CCI de Vaucluse, mais les offres initiales demeureront intangibles. Dans ce cas, en application des articles L.2152-1 à L.2152-4 et L.2152-5 et 6 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées, inacceptables ou anormalement basses seront éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, conformément à l'article R.2152-1 du code de la commande publique.

L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera celle qui se verra attribuer le total le plus élevé. Dans l'hypothèse où seule (s) une (ou des) offre (s) techniquement insuffisante (s) ou financièrement trop coûteuse (s) serait (aient) présentée (s), le marché pourrait ne pas être attribué et la procédure pourrait être déclarée sans suite par l'Acheteur.

Article 6 - Jugement des propositions

6-1-Critères de jugement des offres

Critères de sélection des candidatures :

Les candidatures seront appréciées dans les conditions prévues au vu des documents demandés à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation.

Critères de jugement des offres :

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères		Pondération
1 – Prix des prestations		40%
2 – Qualité des prestations notée à partir du cadre du mémoire technique		60 %
2-1- Adéquation des moyens et de l'organisation au regard des prestations du marché	<ul style="list-style-type: none">- Personnel dédié au marché, CV et qualifications, organigramme fonctionnel pour la mise en œuvre des prestations,- Méthodologie de la gestion technique et administrative de la maintenance préventive et corrective, y compris sous-traitants éventuels,- Méthodologie de gestion des délais et de la traçabilité des interventions,- Reporting mis en place,- Mission de chaque intervenant.	20%

	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation et moyens dédiés à l'astreinte - Moyens mis en œuvre en cas de rupture totale ou partielle de la production de chauffage et/ou de l'eau chaude sanitaire et/ou de climatisation dans un bâtiment. 	
2-2- P2 : Pertinence du nombre et de la répartition des heures prévisionnelles	Répartition détaillée des heures prévisionnelles et cohérence avec le prix de la prestation P2	10%
2-3- Adéquation de la méthodologie retenue relative au traitement des eaux des différents circuits et à la prévention liée au risque légionellose	<ul style="list-style-type: none"> - Méthodologie concernant le traitement préventif et curatif des eaux de chauffage et eaux glacées, protection des réseaux de distribution - Méthodologie concernant le traitement préventif et curatif de l'ECS, protection des réseaux, - Méthodologie de lutte préventive et corrective contre le développement de la légionnelle. 	10%
2-4- P3 : Pertinence des hypothèses de renouvellement du matériel justifiant les niveaux des différents postes de prix	<ul style="list-style-type: none"> - Planning prévisionnel de remplacement de matériels par site - Montants des prestations estimées - Marques et types de matériels proposés 	20%

Critère Prix (1)

Le prix des prestations est apprécié au regard des éléments complétés dans la décomposition prix global et forfaitaire (DPGF).

La DPGF (notée sur 40 points) sera jugée sur la somme des prix P2 + P3 en € HT annuels

Note Candidat = $40 * (\text{Prix total P2 P3 du candidat sur la durée du marché (€ HT)} / \text{Prix total P2 P3 du candidat le moins-disant sur la durée du marché (€ HT)})$

Qualité des prestations notée à partir du cadre du mémoire technique (2)

Une note sur 5 sera attribuer à chacun de ces sous-critères, cinq niveaux de performance sont définis :

- Très insuffisant – 1 point est attribuée à une offre très insuffisante qui ne fournit pas d'informations utiles au jugement (sans pour autant que cette offre puisse être déclarée irrégulière) ;
- Insuffisant – 2 points est attribué à une offre qui répond de manière insuffisante au cahier des charges ;
- Moyen – 3 points sont attribués à une offre qui répond de manière moyenne et suffisante au cahier des charges ;
- Satisfaisant – 4 points sont attribués à une offre qui répond de manière complète et satisfaisante au cahier des charges ;
- Très satisfaisant – 5 points sont attribués à une offre qui répond de manière très satisfaisante au cahier des charges et comporte des plus-values significatives par rapport à ses exigences minimales.

Chaque note est ensuite pondérée en fonction du point indiqué dans la pondération du Règlement de Consultation. La somme de ces notes pondérées constituera la note de la valeur technique du candidat

6-3- Offres anormalement basses

Conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 – Document à fournir par l'attributaire

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans le délai fixé à compter de la réception de la demande du Pouvoir Adjudicateur, les documents justificatifs visés aux articles R2143-5 à R2143-15 du code de la commande publique prouvant qu'il ne fait pas l'objet d'interdiction de soumissionner et notamment les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 31 janvier 2003 NOR : ECOM0200993Z), ainsi que les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8) du code du travail pour lui-même et les sous-traitants déclarés, le cas échéant.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Le candidat joindra une traduction en français, certifiée conforme par un traducteur assermenté, aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application de ces articles.

Si le candidat retenu est un groupement d'entreprises, cette demande sera adressée au mandataire du groupement qui devra faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur les justificatifs de tous les cotraitants. Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Dans l'hypothèse où le candidat ne pourrait fournir ces documents, ni signer son offre (dans le cas où elle aurait été présentée sans signature) dans le délai et conditions fixées, son offre serait exclue sans possibilité de régularisation.

Article 8 - Renseignements complémentaires

8-1- Demandes de renseignements

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr> rubrique questions/réponses "poser une question au pouvoir adjudicateur"

Une réponse sera alors adressée par voie dématérialisée à la même adresse, à tous les candidats ayant été destinataires du dossier et ce avant la date de remise des offres.

Chaque candidat aura étudié, pour l'établissement de son offre, de façon approfondie, le dossier de consultation dans son intégralité.

Ainsi, une omission ou une erreur sur une des pièces du dossier ne saurait le soustraire à exécuter les prestations tels qu'elles sont décrites.

En cas de litiges portant sur la procédure du présent marché et à défaut pour les parties de trouver une solution amiable, le Tribunal Administratif de Nîmes sera compétent pour en connaître.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Instance chargée des procédures :

16 avenue Feuchères
CS 88010 30941
NÎMES cedex 09
Téléphone : 04.66.27.37.00
Télécopie : 04.66.36.27.86
Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Les renseignements peuvent être obtenus auprès du greffe du Tribunal Administratif (à la même adresse).

8-2- Visite sur site obligatoire

Une visite sur sites est organisée par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions suivantes, et à laquelle il est obligatoire de participer :

- **Dates de la visite** : Deux dates de visite de sites sont fixées :

- ➔ 14 mai 2025

- ➔ 15 mai 2025

- **Lieu de rendez-vous** :

Campus - Allée des fenaison- Avignon à 9 heures

- Modalités de prise de rendez-vous :

Les demandes de rendez-vous, pour l'une des deux dates de visite de sites fixées ci-dessus, se prennent par mail de la CCI de Vaucluse à l'adresse suivante : eagnol@vaucluse.cci.fr ou au 0760603326

Aucune demande de rendez-vous ne sera traitée au-delà des dates indiquées. La visite fera l'objet d'un procès-verbal enregistrant toutes les questions des candidats. Les réponses aux questions seront communiquées aux candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Une attestation de visite sera délivrée sur place au candidat, par le représentant du Pouvoir Adjudicateur. **Ce document est à joindre à l'offre.**